

IV. ALLÈGEMENT DU FARDEAU DE LA DETTE ET AJUSTEMENT STRUCTUREL : UN CADRE POUR LA POLITIQUE CANADIENNE DANS LES ANNÉES 1990

A. Le débat sur l'ajustement et la «conditionnalité»

L'idée d'assortir diverses formes d'aide financière internationale de conditions rigoureuses en matière de politique économique n'est pas apparue soudainement avec la crise de l'endettement de 1982. On discutait déjà depuis longtemps des mérites de l'aide-programme et des prêts en faveur de réformes. Étant donné les déficits croissants de la balance des paiements de nombreux pays en voie de développement, les institutions financières internationales et certains gouvernements donateurs ont commencé à consacrer davantage de ressources à des transferts macro-économiques en plus de financer des projets individuels. Les pays riches donateurs et les institutions créancières étant en général en position de force dans leurs négociations avec les gouvernements des pays en voie de développement, il leur était facile de leur demander de modifier leurs politiques. Mais cela comportait des risques, comme le signalait Albert Hirschman dans un document précurseur publié il y a plusieurs décennies :

Un pays qui permet que ses politiques économiques soient déterminées dans ce genre de négociations internationales se trouve en fait dans une situation semicoloniale et il adoptera vraisemblablement toutes les méthodes traditionnelles de résistance furtive et indirecte qui conviennent à ce genre de situation.

Le fait que certains engagements laissent une moins grande marge de manoeuvre et qu'ils soient donc moins susceptibles que d'autres d'être sabotés a naturellement incité les négociateurs d'aide à leur accorder la préférence. Ainsi s'explique la tendance croissante à assujettir l'aide-programme à certaines mesures précises sur le plan de la politique monétaire et du taux de change et à une performance «convenable» de certains indicateurs financiers et monétaires, tout en accordant de moins en moins d'attention à la croissance économique et à la justice sociale, officiellement les principaux objectifs de l'aide¹³.

La crise de l'endettement a fait augmenter la demande de prêts de redressement de la balance des paiements et a exacerbé les controverses sur le caractère «néocolonial» de la «conditionnalité» économique orthodoxe associée à ces prêts. On a reproché au FMI de se préoccuper plus des indicateurs statistiques de la balance extérieure que de la viabilité politique ou que du bien-être des gens. De nombreuses personnes pensent que la conditionnalité impose à ceux qui sont déjà pauvres un régime encore plus pénible et austère tout en ne leur offrant qu'un espoir lointain. Lorsqu'il est devenu évident que la crise n'était ni purement financière ni temporaire, l'intérêt s'est porté, au-delà des

13. Albert O. Hirschman, «Foreign Aid: A critique and a Proposal», dans *A Bias For Hope: Essays on Development and Latin America*, New Haven et London, Yale University Press, 1971, p. 207.